

COMPTE RENDU DE LA REUNION D'INITIATIVE LOCALE (BOUGIVAL – YVELINES)
18 février 2019

Début 19h00

Introduction par M. le Maire, Luc WATTELLE, et Mme la Députée, Béatrice PIRON

M. le Maire remercie les participants d'être venus. Il précise que la synthèse des propositions sera transmise à la préfecture puis au gouvernement qui en fera une plus grande synthèse avec les débats organisés par d'autres communes.

M. le Maire ajoute qu'il est important de faire valoir les messages les plus forts afin qu'ils puissent s'agréger avec ceux exprimés partout en France.

Deux thèmes vont être discutés ce soir :

- L'environnement durant 45 min ;
- La fiscalité durant 45 min.

Mme la Députée remercie les participants de s'être déplacés pour ce débat. Elle indique qu'elle est présente ce soir pour écouter et éventuellement répondre si les discussions concernent son activité.

Le modérateur rappelle des règles du débat :

- Objectifs : réunion d'initiative locale (temps d'échange dans le cadre du grand débat national)
- Déroulement :
 - o 1^{er} temps : fiscalité et dépenses publics ;
 - o 2^{ème} temps : transition écologique ;
 - o 3^{ème} temps : temps libre pour les autres thèmes d'intérêt national.
- Au maximum 2 minutes par personne et priorité à ceux qui n'ont pas parlé.

COMMENT POURRAIT-ON RENDRE NOTRE FISCALITE PLUS JUSTE ET PLUS EFFICACE ? QUELS IMPOTS FAUT-IL A VOS YEUX BAISSER EN PRIORITE ?

QUELLES SONT LES ECONOMIES QUI VOUS SEMBLENT PRIORITAIRES A FAIRE ?

FAUT-IL SUPPRIMER CERTAINS SERVICES PUBLICS QUI SERAIENT DEPASSÉS OU TROP CHERS PAR RAPPORT A LEUR UTILITE ? À L'INVERSE, VOYEZ-VOUS DES BESOINS NOUVEAUX DE SERVICES PUBLICS ET COMMENT LES FINANCER ?

COMMENT MIEUX ORGANISER NOTRE PACTE SOCIAL ? QUELS OBJECTIFS DEFINIR EN PRIORITE ?

Un intervenant, en préambule, souhaite faire part d'une expérience. Il a essayé d'obtenir le budget de l'Etat sur les 10 dernières années en allant sur le site du gouvernement. Cependant il a seulement eu accès au budget voté et non celui réalisé. Il a interrogé l'INSEE et il est en attente d'une réponse. Par conséquent, il indique qu'il faut que **l'Etat soit transparent** et communique des informations exhaustives et chiffrées, c'est-à-dire une **transparence et une communication des chiffres**.

Une intervenante indique qu'en ce qui concerne la réorganisation de l'Etat, il y a eu une multiplication des strates. En parallèle, il n'y a pas eu de baisse des impôts alors qu'il y a de moins en moins de service public. Il faudrait **supprimer une strate**, réorganiser l'Etat pour avoir plus de service public et moins d'impôts.

De plus, on ne sait jamais à quelle entité s'adresser car il y a une superposition et cela représente des impôts supplémentaires.

Un intervenant ne comprend pas à quoi servent les regroupements de communes (communautés d'agglomérations, communautés de communes, etc. ...). L'idée serait de **fusionner des communes** et **supprimer les départements** plutôt que rajouter des strates.

Un intervenant indique que les communes, départements, etc. ... interviennent en même temps sur les mêmes sujets. Il propose de donner des **compétences propres à chaque « strate »**.

Une intervenante qui est archiviste souhaite répondre au premier intervenant. Elle indique qu'il existe un délai de communicabilité des budgets et que la commission d'accès aux documents administratifs (CADA) oblige l'Administration à communiquer ces documents. Il est donc possible de la saisir.

Une intervenante qui travaille au sein du cabinet du Premier ministre indique que le budget est disponible sur Internet.

Le premier intervenant indique qu'il n'a pas trouvé cette information et que ce n'est pas normal que ce soit si compliqué à trouver.

Un intervenant indique qu'il n'est pas possible de connaître le montant des salaires des cadres du ministère des finances et il est scandaleux de ne pas avoir cette information. Il considère que si ces personnes ne communiquent pas le montant de leurs salaires, cela signifie qu'il y a des choses à cacher.

Une intervenante indique qu'elle est d'accord avec le problème que pose la multiplication des strates. Par ailleurs, tous les ans la Cour des comptes établit un rapport et dénonce des scandales mais ce rapport n'est suivi d'aucun effet et les dépenses injustifiées et pointées du doigt ne donne pas lieu à **remboursement**. Or, cet argent mal utilisé vient des impôts.

Un intervenant indique que **tous les français devraient payer l'impôt sur le revenu** pour mieux le répartir. De plus, il faudrait **surveiller les dépenses**, notamment les dépenses relatives à la santé. Il se demande s'il est normal que tous les frais de santé soient remboursés. Il avait réalisé une étude sur les communes de la Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc (VGP) pour montrer par quels moyens il était possible de diminuer les dépenses de téléphonie mais il n'a pas eu de retour de VGP.

Une intervenante indique que seulement 40 % de contribuables paient l'impôt sur le revenu. Elle indique que tout le monde devrait payer **en fonction de ses revenus** pour que ce soit plus juste.

Une intervenante précise qu'elle est attaché à l'existence des services publics et souhaiterait la création d'une « **Maison du service public** » dans chaque ville et qui consisterait en un lieu où des agents des services publics (sécurité sociale, etc. ...) viendrait toutes les semaines pour représenter le service public pour lequel ils travaillent. En effet, pour certaines personnes les services publics sont difficiles d'accès car beaucoup de démarches se font désormais sur internet. Il ne faut pas oublier que les services publics sont le patrimoine de la France.

Une intervenante indique que tous les citoyens doivent payer l'impôt sur le revenu et qu'il s'agit du principe même de la citoyenneté. Ainsi tout le monde se sentira partie prenante dans son pays.

Un intervenant indique que la France est un pays suradministré. Il ajoute que, mis à part les fonctions régaliennes qui sont essentielles, il reste une administration centrale qui coûte très chère (emplois très bien payés) et qui ne peut pas se réorganiser elle-même car elle est partie et juge à la fois. De plus, ce ne sont pas les bons postes qui sont réduits. Par exemple, au sein du ministère du travail, la majorité des postes ne sont pas forcément utiles puisqu'il s'agit notamment de postes dont le travail consiste en la rédaction de circulaires illisibles et difficiles à décrypter au niveau local. Il y a un **potentiel d'économie au niveau de l'Etat** mais elles sont faites aux dépens des opérationnels (les professeurs par exemple) et non de l'administration centrale (dans le ministère concerné).

Un intervenant indique que la TVA est payée par tous soit 140 milliards d'euros de recettes par an alors que l'impôt sur le revenu (IR) ne représente « que » 70 milliards d'euros par an. Ainsi il ne faut pas penser que seuls les contribuables à l'IR paient un impôt. Par conséquent, ceux qui ont les plus bas revenus paient un impôt plus fort car il n'est pas proportionnel à leurs revenus.

Il indique qu'il faut s'occuper de la **fraude fiscale** qui représente 80 milliards d'euros par an, notamment au regard des GAFAs (Google, Apple, Facebook, Amazon). De plus, baisser le montant des impôts n'est pas une solution car cela représenterait moins de services publics.

Un intervenant indique qu'il est d'accord avec une universalité de l'IR. Il propose par ailleurs d'inscrire dans la **Constitution** le principe du **vote du budget en équilibre pour l'Etat** (ce qui se fait en Allemagne).

Il indique que certaines sociétés sont dispensées de payer des charges sociales. Cependant ces sociétés devraient être choisies par l'Assemblée nationale, ce qui n'est actuellement pas le cas.

Il suggère également que le service national proposé par le gouvernement soit supprimé ou reporté car cela va être trop cher. De plus, de nombreux spécialistes vont dans ce sens.

Un intervenant indique qu'il y a un problème de pédagogie et d'esprit civique. Tout citoyen doit participer et avoir le sens de sa contribution. Or la TVA n'est pas pédagogique car il s'agit d'un impôt indirect.

Un intervenant indique qu'il assiste à un déversement de la richesse des citoyens vers les très grandes entreprises qui trouvent toutes les astuces pour ne pas payer d'impôts en France. Ainsi, pour éviter que l'argent ne parte dans un autre pays, il propose de mettre en place un **impôt sur le chiffre d'affaires réalisé en France**.

Un intervenant indique que 80 % du chiffre d'affaires d'Axa est fait à l'étranger et que par conséquent il ne restera rien en France.

Un intervenant qui travaille pour une entreprise qui paie ses impôts en France indique que celle-ci est pourtant tout autant compétitive que les autres entreprises. Il ajoute qu'il faut **trouver des fiscalités adaptées aux entreprises**. L'impôt évolue moins vite que le temps économique. L'optimisation fiscale devrait être plus intéressante que la fraude fiscale.

Un intervenant indique que les départements sont très souvent critiqués mais il ne faut pas oublier qu'ils assurent l'entretien des routes, l'aide social et gèrent les collèges. Il souhaite orienter la question sur la déconcentration car il y a beaucoup de doublons avec les autres collectivités. Les collectivités territoriales représentent 10 % de la dette nationale. Or chaque collectivité territoriale vote un budget en équilibre. Il faut permettre une action publique moins coûteuse et plus efficace.

Un intervenant qui est chef d'entreprise indique avoir créé 120 emplois en 2 ans. Par cette expérience, il veut dire qu'il ne sait plus à qui il doit verser les taxes, etc. ... Il faudrait **simplifier pour mieux redistribuer**, notamment pour l'Education nationale. Il indique également qu'il est père d'enfants handicapés et que peu d'aides lui sont accordées.

Un intervenant indique que Bercy se sépare de 30 000 fonctionnaires et qu'il n'en comprend pas la raison étant donné qu'il faut continuer à lutter contre la fraude fiscale.

De plus, concernant les doublons entre les collectivités territoriales, il lui semblait que la loi avait posé le principe de subsidiarité.

Concernant la fiscalité, il indique qu'il existe 400 niches fiscales et 250 taxes. C'est très complexe. On ne comprend pas pourquoi telle personne a le droit à un avantage et par une autre. Il faudrait mettre en place la **taxe sur la transaction financière** car elle peut créer beaucoup de recettes pour l'Etat. Elle pourrait remplacer la totalité des taxes. Il s'agirait de mettre en place un taux infime sur chaque transaction. La Suède l'avait essayé sur les transactions intra-journalières mais les entreprises ont quitté le pays car il s'agissait du seul à pratiquer cette taxe. Aussi, il faudrait que tous les pays de l'Union européenne (UE) s'entendent pour la mettre en place.

Un intervenant indique que les solutions sont au niveau UE et non au niveau national. Concernant les niches fiscales, il faut **lutter contre les lobbies** ; sinon il ne sera jamais possible de mettre fin aux niches fiscales. Il y a des systèmes de péréquations à faire car les services publics ne sont pas à la hauteur du nombre d'habitants.

Un intervenant indique que les français veulent plus de services publics mais en payant moins d'impôts ; c'est un paradoxe.

Il indique que les agents dans l'éducation nationale sont très nombreux. Il y a de l'optimisation à faire dans ce ministère car la majorité des agents ne sont pas au « contact » des enfants et sont moins « productifs ».

Un intervenant indique qu'il faut **améliorer le contrôle des dépenses**. Il faut que les directeurs de grands projets soient comptables de leurs dépenses et de leurs résultats. Pour les très grands projets, il faut indiquer une date

limite de validité. Par exemple, le projet du tunnel de Turin a démarré il y a très longtemps alors que les études n'ont pas été remises en cause depuis. La Suisse a depuis réalisé des voies alternatives. On ne sait plus si le tunnel sera rentable ou non. Il faudrait **réactualiser les études qui ont justifié des projets** et qui ne se déroulent pas dans les temps prévus.

Un intervenant qui est enseignant au collège indique que les procédures ne permettent pas d'acheter des choses simples sans passer par un bon de commande auprès des entreprises agréés. Il a par exemple demandé à acheter un câble qui a finalement été payé 100 € alors qu'il aurait directement pu le payer 15 € sur Amazon. Il faut **rationaliser la dépense publique**.

Par ailleurs, la restauration scolaire des collèges des Yvelines a été confiée à une SEMOP mais cela ne fonctionne pas depuis sa mise en place il y a 1 mois et demi.

Les dépenses se jouent par les politiques et dépassent la bonne raison qui permettrait d'utiliser correctement les deniers publics.

Un intervenant indique qu'il faut se demander quels impôts il faut baisser. Par exemple les cantines qui étaient gérées localement sont désormais gérées en commun. Les élus doivent se poser la question de l'efficacité de ce qu'ils font.

Concernant le mille-feuille administratif, on rajoute une « couche » quand on veut faire mieux. Or il faudrait **rassembler des communes qui ont des intérêts communs**. Il faut **supprimer le Département** qui peut redistribuer ses compétences aux communes.

COMMENT FINANCE-T-ON LA TRANSITION ECOLOGIQUE : PAR L'IMPOT, PAR LES TAXES ET QUI DOIT ETRE CONCERNE EN PRIORITE ?

COMMENT REND-ON LES SOLUTIONS CONCRETES ACCESSIBLES A TOUS, PAR EXEMPLE POUR REMPLACER SA VIEILLE CHAUDIERE OU SA VIEILLE VOITURE ?

QUELLES SONT LES SOLUTIONS LES PLUS SIMPLES ET LES PLUS SUPPORTABLES SUR UN PLAN FINANCIER ?

QUELLES SONT LES SOLUTIONS POUR SE DEPLACER, SE LOGER, SE CHAUFFER, SE NOURRIR QUI DOIVENT ETRE CONÇUES PLUTOT AU NIVEAU LOCAL QUE NATIONAL ? QUELLES PROPOSITIONS CONCRETES FERIEZ-VOUS POUR ACCELERER NOTRE TRANSITION ENVIRONNEMENTALE ?

COMMENT DEVONS-NOUS GARANTIR SCIENTIFIQUEMENT LES CHOIX QUE NOUS DEVONS FAIRE A CET EGARD ? COMMENT FAIRE PARTAGER CES CHOIX A L'ECHELON EUROPEEN ET INTERNATIONAL POUR QUE NOS AGRICULTEURS ET NOS INDUSTRIELS NE SOIENT PAS PENALISES PAR RAPPORT A LEURS CONCURRENTS ETRANGERS ?

Un intervenant indique que la transition écologique devrait être financée par les pollueurs/payeurs qui infectent les nappes phréatiques avec les usines et rejettent des déchets radioactifs.

Un intervenant indique que la France contribue à 1% de la pollution internationale. Certains poissons pêchés dans les eaux françaises sont envoyés en Chine (pollution) pour être transformés et renvoyés en France pour être consommés. Or les bateaux consomment beaucoup de carburants.

Il faut baisser la pollution en France mais il faut aussi voir le problème de manière globale. Il faut **arrêter les transports qui se multiplient** (comme pour l'exemple du poisson) et qui ne servent à rien mis à part baisser de quelques centimes les prix en supermarché.

Un intervenant indique qu'il y a des décisions à prendre pour les déplacements et qu'il faut aider les personnes à faire des arbitrages pour le pouvoir d'achat. Trop de personnes sont tiraillées entre prendre les transports en commun ou avoir une voiture.

Il manque le travail en commun entre chaque niveau : Etat (qui décide de l'aide dans le plan vélo), la Région, le Département, la Communauté (de communes ou d'agglomération) et la commune afin que chaque citoyen puisse avoir la **liberté de se déplacer comme il l'entend**. Les mobilités alternatives dans Bougival et La Celle-Saint-Cloud sont très contraintes par l'état des trottoirs et l'absence de voies cyclables.

Il ajoute que les véhicules (notamment diesel) engendrent beaucoup de pollution. De plus, la sédentarité est dangereuse pour la santé. Il faut permettre aux jeunes d'aller à l'école autrement qu'en étant déposé en voiture. Ainsi le mille-feuille administratif doit arriver à se coordonner.

Une intervenante indique qu'il faut mettre en place un **impôt de solidarité écologique sur la fortune**. Par exemple pour les personnes disposant d'un patrimoine de plus de 2 millions d'€ (y compris les capitaux). L'impôt sur la fortune (calculé selon le patrimoine immobilier) est injuste car les contribuables concernés paient déjà la taxe d'habitation, la taxe foncière, des travaux, etc. ... alors que les capitaux vont à d'autres entreprises. Pour l'impôt de solidarité écologique sur la fortune, il faudrait mettre en place des taux faibles pour chaque tranche. Il faudrait affecter un budget à cette recette. A titre d'exemple des ministères ont des **budgets autonomes** (comme celui de la Défense) ; il faudrait faire pareil pour l'écologie.

Un intervenant indique que la taxation écologique s'est ajoutée à une série de dispositifs. Elle est destinée à changer le comportement et non à faire du rendement budgétaire. L'erreur du budget 2019 a été de faire du rendement (4 milliards). Si on veut financer la transition écologique, il ne faut pas utiliser l'impôt supporté par les particuliers car non lisible mais utiliser des outils d'incitation. On ne change pas les comportements des particuliers avec la fiscalité. Mais il faut changer le comportement des entreprises qui ont la capacité de s'approprier les dispositifs.

Un intervenant indique qu'il faut arrêter de taper sur l'Administration car c'est aussi aux particuliers de faire des efforts en **limitant l'utilisation de la voiture pour de courtes distances**.

Un intervenant indique qu'il est possible d'infléchir le comportement des personnes avec la fiscalité. Si les recettes du budget de l'Etat étaient dédiées à des dépenses particulières, il serait possible de faire changer le comportement des personnes comme, par exemple, en mettant en place un **bonus/malus** comme cela a été fait pour les véhicules. Par ailleurs, il est scandaleux qu'il n'y ait pas de **taxe carbone sur le kérosène**.

Une intervenante indique qu'il est moins cher d'aller en avion à Madrid que d'aller à Lyon en train. Le train devrait être plus utilisé. Il faudrait utiliser les **taxes sur les carburants pour rénover les voies de chemins de fer** et désenclaver les lignes secondaires qui ont fait le maillage français. Il faut donc davantage taxer le kérosène.

Une intervenante indique que les **limitations de vitesse sont positives pour l'environnement** car une vitesse moindre engendre moins de CO².

Une intervenante indique que la seule et unique source de ce qu'il se passe actuellement est l'injustice entre les plus défavorisés et ceux qui ont une vie extrêmement favorisée. Cet écart est la source de toutes les perturbations. Il faut mettre en avant la **solidarité avec les plus défavorisés**. La solidarité avec les arrières petits enfants est la plus importante car l'écologie aura un impact. C'est bien de faire changer les comportements mais on n'y arrivera pas si on ne résout pas la 1^{ère} injustice. Les gouvernements doivent arriver à en faire leur priorité absolue ; bien que cela ne puisse pas se faire au niveau d'un seul pays, il faut bien qu'un pays commence pour montrer l'exemple. On sait, par exemple, que l'élevage intensif est une des causes principales de la pollution et pourtant on n'y met pas fin. On est en voie de disparition avec le reste de la biodiversité.

Une intervenante indique que les gaz à effet de serre vont entraîner une augmentation de la température moyenne de 3,5°C. Ainsi en 2050, il y aura des pointes à 55°C à Strasbourg. Il faut mettre en place un prix généralisé sur le carbone, c'est-à-dire une **taxation du carbone** (dont le kérosène). Il faut au minimum que ce soit fait au niveau européen et faire une alliance avec un autre des trois grands pôles (Etats-Unis, Chine, Europe) et mettre en place des mesures d'accompagnement pour les personnes les plus en difficulté et heurtées par ce genre de mesures (comme les gilets jaunes).

Une intervenante indique que cela posera des problèmes pour le renouvellement du parc automobile des entreprises dont la flotte est principalement au diesel. Comment l'Etat compte aider les grandes entreprises pour faire la transition diesel/essence ?

Un intervenant indique qu'il est d'accord sur le fait que les entreprises sont le levier d'action pour favoriser le développement durable mais la puissance des lobbies bloque cela. Il n'est pas normal de devoir demander des pétitions pour faire interdire des produits qui sont nuisibles pour la santé. Comment lutter contre les lobbies ? Il se rend régulièrement en Inde et c'est une catastrophe. Même si en France on fait très attention, ce n'est pas suffisant. Il faut aussi **aider ces pays car ils polluent la planète**.

Un intervenant indique qu'il n'y a pas de dichotomie entre les entreprises et les particuliers. Tout le monde doit prendre la responsabilité (les entreprises ont intégré le prix du carbone dans un certain nombre de process). L'augmentation des taxes sur le diesel n'était que le retour à la normal. En effet, les taxes sur le diesel étaient moins élevées pour favoriser la construction des voitures diesel. Cet avantage a simplement été supprimé. Que faire de l'argent ? Quand 80 % des recettes de cette mesure sont versés au budget de l'Etat pour combler les déficits, on ne comprend pas l'efficacité de la mesure.

Il faut **surtaxer certains produits (« hors saison ») et favoriser les circuits courts**. En effet, il n'est pas normal de trouver du poisson originaire de l'océan indien et pouvoir manger des fraises en décembre au même prix que celles vendues en avril.

Un intervenant indique que la permaculture mise en place à Bougival va pouvoir bénéficier aux écoles.

Un intervenant indique qu'il est étonné de l'avancement des Pays-Bas, d'un point de vue écologique (éolien, etc...). Ainsi la France devrait être **attentive à ce qu'il se passe à l'étranger**, comme aux Pays-Bas.

Un intervenant indique qu'en Suède, la fiscalité écologique a été mise en place en 1991. La totalité de la fiscalité reçue n'est pas versée au budget global mais elle est **utilisée pour aider les habitants à faire la transition écologique**. Il est étonnant que les décideurs publics ne prennent pas exemple sur les pays étrangers où la politique écologique fonctionne. Pourquoi ne pas regarder de l'autre côté de la frontière ? C'est un travers de l'administration française qui gère la décision en circuit fermé.

Une intervenante indique qu'elle prend souvent la ligne de train L puis la ligne 13 du métro. C'est bien de promouvoir des alternatives mais il faut investir dans les transports en commun pour plus d'efficacité.

Un intervenant indique que les états généraux de l'alimentation est un bon signal mais il faut être prêt à acheter les aliments au vrai prix. Quand on fait les courses, il faut regarder la provenance des aliments et **acheter au juste prix**. C'est un travail collectif et ce n'est pas une taxe en plus.

De plus, il faut **renforcer la déstructuration du travail**, notamment en facilitant le recours au télétravail qui est facile à mettre en place. Il s'agit d'un moyen d'arrêter d'utiliser la voiture quotidiennement.

Un intervenant indique que le nucléaire pollue peu mais il peut poser problème pour l'avenir. Il faudrait **investir pour sécuriser le nucléaire**.

Un intervenant indique qu'en matière de fiscalité, on ne peut pas demander à l'Etat de faire des choses qu'il ne peut pas faire. Il est possible de demander à l'Etat de taxer les grandes entreprises, mettre en place des aides pour les particuliers, etc. ... Mais il ne peut pas mettre en place de rendement budgétaire avec la taxation écologique.

Un intervenant dit que les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indique qu'il reste 3 ans pour agir. La France a augmenté sa production de carbone de 5 %. Un pays seul ne peut rien faire en ce qui concerne la transition écologique. Cela doit être fait au niveau international, notamment de l'UE.

On parle de développement durable, mais cette expression signifie qu'on continue à produire mais en mettant un peu de vert et de bio. Par exemple, les batteries des véhicules électriques ne sont pas recyclables et impactent plus l'environnement que le pétrole. Or elles sont considérées comme favorisant le développement durable.

Il faudrait parler de développement perdurable. Il y a plus de migrants climatiques que politiques dans le monde et cela ne va faire qu'augmenter.

Un intervenant indique que nos comportements individuels ne changent que s'il y a des injonctions. Il faut faire voter des taxes qui vont nous contraindre à changer nos habitudes. Il faut faire attention aux « gardiens de niches », qui refusent par exemple l'installation des éoliennes car à proximité de leurs habitations, certains ne veulent pas supprimer les usines à charbon, etc.

Un intervenant indique souscrire à l'inquiétude et à l'idée d'une **taxe kérosène à un échelon européen**. Par ailleurs, en ce qui concerne le remplacement des chaudières, il faudrait permettre une rémunération des installateurs en fonction de l'économie réalisée.

Un intervenant indique qu'à Bougival il existe des actions favorisant le circuit court (AMAP et terrain permacole) mais que vont faire des pays dramatiquement pollués comme l'Inde ?

Un intervenant indique que **l'éducation écologique** concerne tout le monde pour réduire les consommations d'énergie. Il s'agit par exemple d'éteindre la lumière en quittant une pièce, ne pas prendre la voiture pour 100 m, réparer les robinets qui coulent, etc. ... Il n'y a pas eu assez d'efforts faits. Dans sa résidence, le ravalement de la façade a permis de diminuer la consommation énergétique de 20 %. Ce delta va permettre de remplacer les chaudières.

Un intervenant indique qu'on parle de « transition énergétique » mais il s'agit d'une transition vers quoi ? Il n'y a pas de vision. On raisonne à l'échelle d'un mandat électoral mais les scientifiques disent qu'elle est en plusieurs décennies. Or actuellement on met plus d'argent dans le développement des énergies fossiles. On est à un niveau de confort qui est maximum mais il va falloir **accepter de baisser son confort** (- 2° sur son chauffage, prendre le vélo même pour 2 km, etc. ...).

Un intervenant indique que l'Etat ne pourra pas tout résoudre ; cela dépend des économies réalisées par chacun. Par exemple, les boîtes de thon ont des logos (pêche durable, etc. ...) des choses qui n'existaient pas il y a quelques mois. Ainsi les choses commencent à bouger.

TEMPS DE PAROLE LIBRE

Une intervenante indique qu'il est triste que la France soit endettée à 100 % du PIB. Comment aller dans le sens de la bienveillance du citoyen alors qu'il y a une dette aussi énorme ?

Une intervenante indique que tous les rapports disent que le **glyphosate est destructeur**. Mais en raison de la pression des lobbies, le gouvernement a fait marche arrière et a repoussé son interdiction à 2020 ? Il faut une loi et des décrets d'application immédiats.

Un intervenant indique que la France est industrialisée, tournée vers les services. L'économie n'est pas dirigée vers les besoins des pays émergents et l'économie française va finir par s'affaiblir. Cependant, la France travaille pour rétablir la compétitivité.

Depuis une dizaine d'années, la population, s'est concentrée sur les côtes et les grandes métropoles. Cela crée un grand vide au milieu du territoire entraînant notamment des difficultés d'accès aux services publics ; les personnes qui vivent dans la périphérie des grandes agglomérations ont des difficultés pour se loger. Cela diminue leur pouvoir d'achat. C'est un problème dont il faut tenir compte. Comment rétablir un vrai pouvoir d'achat pour ces personnes vivant au milieu du territoire ?

Un intervenant indique que certains départements comme la Meuse ont perdu beaucoup d'habitants. Ces zones sont désertifiées et il y a un réel mal-être.

Les recettes de l'IR sont égales au montant des intérêts de la dette. On paie des impôts pour les intérêts de la dette et non pour la rembourser. Cela ne peut pas durer éternellement.

Un intervenant dit que si la politique est de rembourser la dette, on baisse par conséquent la qualité des services publics. La dette a été augmentée avec la crise financière de 2008. Les pays sont contraints d'emprunter aux banques commerciales alors qu'avant il était possible d'emprunter aux banques nationales à un taux de 0%. Les peuples paient et c'est injuste.

Une intervenante indique que l'injustice sur les différences de niveau de vie sont un scandale. Il faut utiliser tous les moyens pour **réduire l'injustice comme en luttant contre la fraude fiscale** (notamment fuite de capitaux à l'étranger, les taxes sur les transactions financières, etc. ...). Il faut payer plus d'impôts, partager et il faut commencer par le haut. Il ne faut pas accepter la situation actuelle.

Un intervenant indique que dans beaucoup de pays de l'UE, les élus **prennent le train comme tout le monde et l'avion commercial** alors qu'en France ils prennent des vols privés. Les élus demandent de faire des efforts mais ne montrent pas l'exemple.

Une intervenante indique qu'on sent que le consommateur final est coupable de tout mais il faudrait que les entreprises, en amont, **diminuent les emballages plastiques**. Il n'y a plus de consigne, etc. ... Elle prend l'exemple des producteurs laitiers ; s'ils produisent plus que ce qui est autorisé par l'UE, ils sont pénalisés. C'est de l'anthropophagie.

Un intervenant précise que la France emprunte à des taux quasi-nuls donc pour l'instant la situation est acceptable mais quand les taux vont augmenter cela entraînera des difficultés pour l'Etat. Si un jour l'Allemagne quittait l'UE, il n'y aurait plus de créancier pour prêter de l'argent. Si on augmente un impôt, il faut en baisser un autre. Il faut globalement baisser les dépenses.

Un intervenant précise que les intérêts de la dette représentent 41 milliards d'euros alors que les recettes de l'IR représentent 72 milliards d'euros. Ce n'est pas correct de dire que l'IR sert à payer les intérêts de la dette.

Un intervenant indique que les membres de l'UE doivent se mettre d'accord sur la fiscalité, comme harmoniser les taux de la TVA, avoir une politique économique commune, etc. ...

En ce qui concerne la citoyenneté, on peut demander des efforts aux français mais ceux qui demandent doivent montrer l'exemple. C'est une question de symbole. Par exemple, les anciens présidents de la République sont rémunérés à vie et bénéficient de nombreux avantages (chauffeur, garde du corps, etc. ...). Supprimer ces avantages ne permettrait pas de réaliser une énorme économie mais c'est symbolique. Au-dessus de nous, il y a des dirigeants qui décident mais ne font aucun effort.

Une intervenante indique que les grands patrons du CAC40 perçoivent des sommes sans commune mesure avec la rémunération des députés ou des présidents retraités. Il y en a qui touche plus d'1 million d'€ par mois. Bien que ce ne soit pas de l'argent public, cet argent pourrait être utile pour le développement des entreprises.

Un intervenant indique qu'il est important que les députés soient bien rémunérés pour être indépendants. Mais le niveau de rémunération des agents de l'Assemblée nationale est scandaleux.

Un intervenant indique que 58 % du PIB est utilisé pour le partage. La France est le pays qui partage le plus. Le sujet n'est pas d'avoir plus d'impôt, le sujet est de bien partager. Il faut utiliser des outils simples pour avoir une équité fiscale.

Une intervenante se demande comment produire autrement de l'énergie et quel est l'objectif n°1 à atteindre ? On pourrait considérer que l'objectif n°1 est la maîtrise du réchauffement climatique mais certains ne sont pas d'accord avec ça. On arrive devant une contradiction : ce qui nous fait le plus peur (le nucléaire) serait la meilleure solution. Toutes les initiatives individuelles ont de la valeur mais ce n'est pas la grosse masse qui va lutter contre le réchauffement climatique ; il faut pointer du doigt les industriels. Le plus gros consommateur d'énergie à Paris est la RATP et le fournisseur d'électricité ne peut plus fournir (EDF) donc cela entraîne des pannes. C'est un travail colossal d'avoir une opinion argumentée sur la question de l'énergie.

Fin de la réunion d'initiative locale (21h10)

M. le Maire indique qu'il y a eu beaucoup d'échanges intéressants. A ce titre, il y aura prochainement une consultation citoyenne organisée par la Communauté d'agglomération Versailles Grand Parc.

La région, dans le cadre du schéma directeur, a mis en place un objectif de 0 % d'émission de carbone et d'utilisation des énergies fossiles à l'horizon 2050. La fiscalité est un outil et derrière il y a des moyens qu'on peut prendre tous ensembles.

Mme la Députée indique qu'elle a assisté à plusieurs débats de ce type et que du côté de la fiscalité, les idées sont souvent les mêmes (impôt dès le 1^{er} € gagné, baisse de la TVA sur les biens de 1^{ère} nécessité, réduction des couches territoriales, etc. ...). En ce qui concerne la transition écologique, les idées sont plus éparpillées ; il n'y a pas d'idée principale qui domine. Tout le monde dit qu'il n'y a pas de « grande loi » qui pourra faire avancer les choses.